

Jean-Philippe Bayon : « Ne pas galvauder l'international »

Pour Jean-Philippe Bayon, vice-président de la région Rhône-Alpes, délégué à la Solidarité internationale et à la Coopération décentralisée, il s'agit en période de crise d' « être offensif sans gaspiller l'argent public ».

Depuis les dernières Assises organisées à Lyon sous votre égide en 2005, constatez-vous des évolutions, et lesquelles ?

Les Assises 2005 nous avaient permis de fixer un cadre précis: dépasser l'action humanitaire, construire des pôles de coopération. Depuis, nous avons appliqué les décisions qui en découlaient : articuler les compétences des ONG et celles des territoires au niveau local avec les politiques des Etats, renforcer la dimension économique de la coopération décentralisée. Depuis 2005, le contexte a changé : tandis que nous traversons une crise sociale et écologique sans précédent au niveau mondial, nous sommes de plus en plus dans l'interdépendance et nous avons besoin d'une gestion planétaire. Aujourd'hui, c'est le modèle de gouvernance qui fait débat : ces Assises 2009 vont mettre l'accent sur cette problématique. Ce sont les Assises de la maturité pour la coopération décentralisée telle que nous cherchons à la mettre en œuvre.

Dans le contexte de crise mondiale que vous venez d'évoquer, que peuvent promouvoir des Assises de la solidarité internationale organisées en Rhône-Alpes ?

Deux tiers des ONG françaises ont leur siège en Rhône-Alpes ; et pas des moindres comme



vous le savez. Le budget que nous avons à gérer – soit plus de 10 millions d'euros par an, en comptant les apports de mes collègues des autres délégations, développement économique, formation... - est à la hauteur de cette dynamique.

La région Rhône-Alpes détient le premier budget d'aide au développement devant toutes les collectivités françaises, y compris la Région Ile-de-France. Cela représente moins de 2 euros versés par habitant ; 1500 emplois sont liés à la coopération et au développement dans notre région, qui est un pôle de référence et de compétences en la matière.

Du local au mondial, c'est une approche pragmatique de la coopération et du développement que vous cherchez à mettre en œuvre ?

L'approche territoriale permet d'articuler des partenariats et des coopérations avec des associations, des syndicats, des hôpitaux, des universités, des centres de formation, des entreprises, dans les trois grandes zones de coopération établies par la Région dans le monde. Aujourd'hui, il y a obligation de partager les ressources et les richesses, d'un continent à l'autre, dans la plus grande transparence, en partageant nos expériences du Sud et du Nord, et en gardant à l'esprit les principes d'éthique et de responsabilité écologique qui sont les nôtres.

Il s'agit à la fois d'être offensif malgré les contraintes et de ne pas galvauder l'international.

Propos recueillis par
Françoise KAYSER et Mohamed GAKOU

Directeurs de la publication : Jean-Jack Queyranne, président du Conseil régional Rhône-Alpes, Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires. Rédaction: Adaman Drabo (journal Sidwaya à Bobo-Dioulasso), Marie-Jeanne Dufour, Ahmed El Kori (ORTM/Annoura à Tombouctou), Mohamed Gakou (AMAP/ORTM à Gourma-Rharous), Mountamou Kani (L'Express du Faso à Bobo-Dioulasso), Françoise Kayser, Catherine Payen, Alassane Tchadjobo. Photos : Reporters solidaires, Philippe Merchez, Région Rhône-Alpes.

Lyon, capitale régionale de la solidarité internationale



Ce premier numéro du Journal des Assises n'est pas un journal comme les autres. Il a été réalisé par des journalistes africains et français de Reporters solidaires engagés de façon bénévole et confraternelle dans la formation des journalistes en Afrique. Au-delà de cet objectif professionnel, ce projet a pour ambition de renforcer le processus démocratique qui s'est traduit dans de nombreux pays africains par une libéralisation de la presse et des ondes. Il n'y a pas de démocratie sans liberté de la presse. Mais il n'y a pas non plus de droits de la presse sans devoirs de la presse et il incombe aux journalistes d'aborder leur métier avec les mêmes exigences, quelles que soient les conditions dans lesquelles ils l'exercent. Un pari difficile que Reporters solidaires a décidé de relever en Guinée, puis au Mali et au Burkina Faso, avec le soutien de la Région Rhône-Alpes.

Christine Cognat
Présidente de Reporters solidaires

